Conférence financière des territoires

Positions d'Intercommunalités de France

Les intercommunalités font partie de la solution	2
Des réformes structurelles sont nécessaires et ne peuvent pas être reportées	2
Une éventuelle limitation de l'évolution des recettes locales doit être circonscrite et s'accompagner d'une limitation de l'évolution des charges	3
Des mesures en faveur d'une meilleure visibilité et prévisibilité des recettes sont à approfondir	3

SYNTHESE DES PRECONISATIONS D'INTERCOMMUNALITES DE FRANCE :

- **Décentralisation de MaPrimeRénov'** et délégation de l'ensemble des aides à la pierre liées à la rénovation de l'habitat
- **Moratoire sur les normes nouvelles** et poursuite de la **simplification des normes existantes**
- Simplification du processus de **séparation de l'ordonnateur et du comptable**
- **Retour sur la hausse du taux de CNRACL** en tenant compte des préconisations du rapport Delautrette et de la Coordination des employeurs territoriaux
- **Dégel de la TVA**
- Concertation des employeurs territoriaux avant toutes mesures indiciaires
- Approche de l'évolution des effectifs locaux « nette » des recrutements imposés de fait par l'Etat et des effets des mutualisations
- Renforcement du fonds territorial climat

Depuis avril, Intercommunalités de France a participé activement à l'ensemble des réunions de la conférence nationale des finances publiques et de la conférence de financement des territoires. Les élus de l'association partagent l'ambition d'assurer un pilotage transparent des finances publiques pour l'année 2025 et d'anticiper la préparation de la loi de finances pour 2026.

Intercommunalités de France est également parfaitement consciente de la situation dégradée des finances publiques, dans un contexte géopolitique et économique instable, et de la nécessité d'une participation de l'ensemble des acteurs à l'effort collectif de maîtrise du déficit et de la dette. Cette participation doit se faire sur la base d'un diagnostic partagé, reconnaissant la place respective de chacun et tenant compte de leurs spécificités.

Intercommunalités de France rappelle la part très limitée des collectivités dans le déficit et dans l'endettement public (7 % du déficit et de la dette publique en 2024), ainsi que le caractère particulier du « déficit » local, qui correspond en réalité à un besoin de financement lié à l'avancement du cycle de l'investissement local¹.

Les intercommunalités font partie de la solution

Les intercommunalités participent déjà à l'effort de redressement des finances publiques, notamment au travers des mesures de la loi de finances pour 2025 qui les concernaient tout particulièrement, comme le dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités locales (Dilico), l'écêtement de la dynamique de TVA ou la diminution de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCRTP).

En outre, Intercommunalités de France rappelle que les intercommunalités sont par essence des acteurs de l'optimisation de l'action et de la dépense publique. Leur montée en puissance s'est certes traduite par une progression de leurs budgets, mais elle a permis de créer et d'améliorer les services rendus sur les territoires et a également généré des économies d'échelle².

Enfin, les élus d'Intercommunalités de France rappellent que les intercommunalités contribuent très largement à de nombreuses politiques répondant à des enjeux nationaux, comme la transition écologique, le service public de la petite enfance ou les maisons France Services.

Des réformes structurelles sont nécessaires et ne peuvent pas être reportées

Les élus de l'association rappellent la nécessité de travailler à des mesures structurelles. Si les effets de certaines de ces mesures seront progressives dans le temps, leur mise en œuvre ne doit pas être reportée car elles sont les seules à même de rendre pérenne le redressement des finances publiques. Ces réformes structurelles doivent concerner l'ensemble des acteurs publics.

Pour la sphère locale, Intercommunalités de France réitère ainsi plusieurs des [attentes qu'elle a déjà exprimées](#) :

¹ La situation des collectivités locales dans le déficit public varie selon les périodes : si les dernières années de mandat se caractérisent souvent par un besoin de financement, en lien avec la programmation et la réalisation de leurs investissements, les premières années font en revanche régulièrement état d'une capacité de financement. Ainsi, sur la période 2015-2024, la situation cumulée du solde des collectivités est égale à 0.

² L'intégration fiscale des intercommunalités – DGCL – Décembre 2024 – « Économies d'échelle obligent, les dépenses de fonctionnement par habitant de l'ensemble du bloc communal (budgets principaux et annexes des GFP et communes consolidés) sont un peu plus faibles pour les plus intégrés hormis pour les communautés urbaines. Les blocs communaux des communautés d'agglomération les plus intégrés dépensent 1 616 €/hab alors que les moins intégrés dépensent 1 763 €/hab. Pour les blocs communaux des communautés de communes, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 378 €/hab pour les plus intégrés et 1 465 €/hab pour les moins intégrés. Cette différence est encore plus marquée pour les blocs communaux des plus petites CC, ceux de moins de 15 000 habitants. Parmi eux, ceux qui sont le moins intégrés dépensent 25% de plus par habitant que ceux qui sont les plus intégrés. »

- Donner davantage de responsabilités aux élus locaux dans une logique de subsidiarité, par la décentralisation de MaPrimeRénov', ou la délégation de l'ensemble des aides à la pierre liées à la rénovation de l'habitat, qui permettra de rendre un meilleur service à moindre coût ;
- Poursuivre la simplification des normes existantes, au-delà des mesures déjà annoncées lors du Roquelaure de la simplification, sur la base de constats partagés (droit de l'urbanisme, code de la commande publique...), en s'appuyant sur les travaux du rapport de Boris Ravignon³ et sur la proposition formulée par Gilles Carrez d'une mission flash confiée au Conseil d'État ;
- Avancer courageusement dans la simplification de la séparation de l'ordonnateur et du comptable, dispositif qui représente un coût d'environ 1,8 Md€ et qui se doit d'évoluer au regard de la forte professionnalisation de la fonction financière de nos collectivités ;
- Assurer le financement pérenne de la CNRACL en tenant compte des préconisations du rapport Delautrette et des propositions de la Coordination des employeurs territoriaux.

Une éventuelle limitation de l'évolution des recettes locales doit être circonscrite et s'accompagner d'une limitation de l'évolution des charges

Si les modalités de contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques pour l'année 2026 semblent être aujourd'hui recherchées du côté d'une limitation de l'évolution de leurs recettes, dont l'ampleur n'est pas encore connue, Intercommunalités de France formule d'ores et déjà plusieurs réserves.

Toutes les recettes locales ne sont pas de même nature et ne peuvent rentrer dans un plafonnement global, sans que leur portée n'en soit dévoyée. Ainsi du FCTVA, simple remboursement de la TVA acquittée par les collectivités sur leurs investissements, qui connaîtra une dynamique liée à celle de l'investissement local. De la même manière, le gel de la TVA décidé pour 2025 ne doit pas être reconduit car cette ressource est une compensation de la suppression d'anciennes recettes locales dynamiques (taxe d'habitation, CVAE) et parce qu'elle garantit un lien entre le développement économique des territoires et les budgets intercommunaux. Si la piste de la contrainte sur les recettes doit être approfondie, il convient d'identifier celles qui auraient le moins d'impact sur les équilibres financiers locaux.

En outre, il n'est pas possible de dissocier la réflexion sur les recettes de celle sur les dépenses. Un certain nombre d'éléments de progression de la dépense locale ne sont pas du tout pilotables par les collectivités. Si leurs recettes sont plafonnées, alors même que leurs dépenses contraintes continuent d'augmenter, l'accroissement de leur déficit est inévitable, allant ainsi à l'encontre de l'objectif poursuivi. Dès lors, les facteurs de progression de la dépense se doivent d'être limités : mise en place d'un « moratoire » sur les normes, retour sur la hausse du taux de la CNRACL en s'appuyant sur les recommandations du rapport Delautrette déjà mentionné, concertation des employeurs territoriaux avant toute évolution de mesures indiciaires (négociation annuelle).

Des mesures en faveur d'une meilleure visibilité et prévisibilité des recettes sont à approfondir

Intercommunalités de France soutient les mesures visant à donner plus de visibilité et de prévisibilité sur les recettes locales, et encourage le Gouvernement et le Parlement à aller plus loin.

³ Coûts des normes et de l'enchevêtrement des compétences entre l'État et les collectivités : évaluation, constats et propositions – Boris Ravignon – Mai 2024

L'enrichissement du rapport organique consacré à la situation des finances publiques locales⁴, annexé à la loi de finances, est une perspective intéressante. En structurant au Parlement un débat spécifique aux perspectives pluriannuelles des recettes locales, il devrait permettre de dresser des perspectives plus pertinentes que celles qui figuraient – sans débat – dans la dernière loi de programmation des finances publiques pour la période 2023-2027. Pour autant, cette annexe à la loi de finances reste sans portée juridique contraignante.

Quant aux perspectives de simplification des dotations d'investissement, elles sont également considérées avec intérêt par les élus d'Intercommunalités de France si elles permettent de simplifier le processus d'attribution, tant pour les collectivités que pour l'État, et d'améliorer leur lisibilité et leur prévisibilité. Le renforcement des logiques sous-tendant le FNADET (contractualisation pluriannuelle entre État et collectivités) ou le fonds territorial climat (soutien à des collectivités engagées dans des PCAET) sont ainsi encouragés par Intercommunalités de France.

A ce stade, Intercommunalités de France confirme sa volonté de poursuivre les discussions. Mais elle demande également des clarifications sur le quantum de l'effort attendu de la part des collectivités et sur les options testées par le Gouvernement, car ce sont leurs conséquences concrètes et individuelles qui permettront aux collectivités de connaître les bases sur lesquelles elles pourront continuer d'inscrire leurs actions au service de leurs territoires.

Contact presse

Yoann Jacquet – y.jacquet@intercommunalites.fr – 06 71 50 65 88

Contact technique

Nicolas Laroche – n.laroche@intercommunalites.fr

À propos d'Intercommunalités de France

Intercommunalités de France est une association nationale d'élus représentant les intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux. Elle accompagne ses adhérents par la mise à disposition de l'expertise de son équipe.

Elle est présidée depuis 2020 par Sébastien Martin, président du Grand Chalon.

L'association fédère aujourd'hui près d'un millier d'intercommunalités de toutes catégories juridiques : 17 métropoles, 205 communautés d'agglomération, 11 communautés urbaines, 10 établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, 720 communautés de communes, qui représentent près de 80 % de la population française.

En savoir plus : www.intercommunalites.fr

⁴ L'article 52 de la LOLF, introduit par la loi organique du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques, prévoit la transmission d'un rapport sur la situation financière d'ensemble des finances locales, annexé au projet de loi de finances de l'année. Cet article énumère une série de sujets qui ne sont pas limitatifs. Ce rapport peut faire l'objet d'un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat, ce qui a généralement lieu chaque année.